

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Daniel Cohen , (séance du lundi 23 octobre)

Jean Baechler : Vous avez fait de la notion de « société post-industrielle » un usage opératoire parfaitement légitime. Mais cette notion ne fait-elle parfois l'objet, comme j'ai cru le percevoir au cours de ces dernières années, d'un usage idéologique ? Je résumerai cet usage de la manière suivante : l'humanité souffrante a vécu pendant cent cinquante ans environ dans une société industrielle de laquelle il y avait deux versions, l'une atroce, appelée capitalisme, et l'autre délicate, appelée socialisme, variante soviétique. La version délicate s'étant avérée la plus grande catastrophe de l'histoire de l'humanité, il n'est plus question d'en faire usage. Il suffit donc dès lors de remplacer « industriel » par « post-industriel » pour obtenir à nouveau deux versions : l'une atroce, capitalisme, américanisme, mondialisation..., l'autre délicate, en filigrane encore, que l'on peut convenir d'appeler « socialisme » et qu'il s'agit de refonder sur des bases nouvelles qui n'auront évidemment plus rien à voir avec la version antérieure. Autrement dit, cet usage permet depuis plusieurs années aux écervelés et aux excités de repartir sur le sentier de la guerre idéologique. Avez-vous, vous aussi, perçu ce dévoiement de la notion à des fins idéologiques ?

*
* *

Yvon Gattaz : Si les chefs d'entreprise sont très admiratifs de vos travaux qui leur apportent une réelle élévation de pensée, ils ne sont en revanche pas toujours d'accord avec vous. Les hommes de terrain, et surtout dans la société industrielle, se méfient de la société dite « post-industrielle » qui a tendance à faire disparaître de façon magique l'industrie elle-même. Mais les faits sont têtus. L'industrie manufacturière, le produit – comme disait notre confrère Jean Fourastié – ne disparaîtront pas comme par enchantement. Vouloir escamoter le produit est en effet un tour de passe-passe extrêmement dommageable. J'entends certains « managers » s'exclamer, comme l'avait fait Marcel Dassault après la guerre : Pourquoi fabriquer ? Mes ingénieurs sont innovateurs. Je déposerai les brevets des avions, je ferai fabriquer et je vendrai en tenant les deux bouts de la corde. Magnifique stratégie ! Mais qu'en est-il de la corde entre les deux bouts ? Elle existe bel et bien, et il faut qu'elle tourne. Comment peut-on imaginer la disparition du produit ?

Permettez-moi d'illustrer mon propos par l'apologue des deux diamantaires. Un diamantaire trouve dans un tiroir un superbe diamant, téléphone à son confrère qui accourt et achète le diamant pour un million d'euros. Le vendeur se dit : « Pour que mon confrère soit venu aussi rapidement et qu'il ait acheté le diamant à ce prix, c'est qu'il s'agissait d'une très bonne affaire. » Il téléphone alors à son confrère et lui propose de lui racheter le diamant 10 % plus cher. Ce dernier accepte, puis se dit : « Pour qu'il m'ait racheté le diamant à ce prix, c'est qu'il a fait une très bonne affaire. » et il téléphone etc. etc. Les deux diamantaires poursuivent ce va-et-vient pendant des mois, en créant à chaque fois de la valeur – et non pas de la richesse ! – jusqu'à ce qu'un jour l'un des deux dise à l'autre : « Je garde le diamant » et que l'autre lui réponde : « Mais tu es fou. Nous gagnions pourtant bien notre vie tous les deux. » Cet apologue n'est pas anodin. Il montre l'absurdité d'une économie sans le produit, seul vecteur de richesse.

Etant le plus ancien chef d'entreprise de notre pays – je le suis en effet depuis cinquante-quatre ans – j'ai connu tous les affres de la décentralisation, de l'externalisation, de la sous-traitance, de l'expatriation des produits, etc. Ma grande crainte aujourd'hui est que si la Chine,

qui actuellement ramasse tout ce qu'elle peut avec un appétit économique inouï – pensons au rachat symbolique de la branche ordinateurs d'IBM – devient l'usine du monde ; si donc, comme on nous l'annonce, l'usine unique et monopolistique du monde est en Chine, que deviendront les deux bouts de la corde ? La spéculation actionnariale qui vise uniquement à créer de la valeur mènera tôt ou tard à l'éclatement catastrophique d'une bulle financière.

Il vaudrait mieux, et de loin, créer de la richesse et continuer à produire. Le développement de la technologie me paraît être le moyen le plus sage et le plus sûr d'assurer durablement la croissance d'une économie.

*
* *

Michel Crozier : Je souscris à tout ce que vous nous avez exposé, mais j'aimerais y ajouter un élément. La dimension extraordinaire et révolutionnaire du phénomène de la production qui a changé fondamentalement a pour conséquence, non immédiate, mais à terme, la disparition des producteurs traditionnels qu'étaient les ouvriers, OS et autres. Or, cette transformation est niée et refusée par la société française. Lorsque nous avons commencé, à la fin des années soixante-dix, à disposer de statistiques qui montraient le déclin, non pas de l'industrie, mais des tâches traditionnelles de l'industrie, nous les avons présentées au président de la République et au ministre compétent. Leur réaction a été une réaction d'incrédulité totale, persuadés qu'ils étaient que l'immatériel n'est que secondaire. Ils adoptaient ainsi exactement la position des physiocrates à la fin du XVIII^e siècle, qui affirmaient, au moment où apparaissait l'industrie qui a tout transformé, que l'agriculture était la source de tout.

Aujourd'hui, les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, ne comptent plus que 10 % d'ouvriers, alors qu'il y en avait 30 % il y a quelques décennies. Si l'on prend en considération la Chine et l'Inde, force est de constater qu'elles ont pu transformer leur système – pour l'Inde très partiellement seulement – qu'à partir du moment où elles ont compris qu'elles pouvaient se lancer dans ce nouveau cycle managérial qui élimine tous les travaux antérieurs dont nous tirions, nous autres Occidentaux, notre situation de domination.

*
* *

Alain Besançon : Votre communication suit, en somme, la rationalité économique. Malheureusement, la vie politique n'obéit pas à la rationalité. Ainsi avez-vous donné une explication rationnelle du repli sur elles-mêmes de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Or, quand on regarde la réalité des choses, on constate qu'il y a eu, dans ces trois cas, des accidents.

La Russie suivait exactement le développement de l'Allemagne au XIX^e siècle ; en 1913, elle avait l'étalon or, une industrie importante, un Etat de droit en ce qui concerne la propriété, et un système d'instruction bien meilleur que celui de la France. Tout allait très bien jusqu'à ce que l'accident politique de 1917 conduise le pays au sous-développement. Alors que les Russes avaient, avant l'expérience communiste, un niveau de vie équivalent à la moitié de celui des Français, ils n'eurent plus, après, qu'un dixième de celui-ci.

La Chine a connu deux accidents politiques, d'abord l'échec de la révolution de type Meiji à la fin du XIX^e siècle, puis Mao Ze-Dong. Sans ces deux accidents, la Chine ressemblerait sans doute à ce que sont devenus Taïwan, Hong Kong ou la Corée du Sud.

En Inde, les conditions de la colonisation n'ont certainement pas été les plus favorables, mais surtout, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la famille Gandhi s'est livrée, pour des raisons

politiques, à une imitation politique du modèle soviétique, ce qui a considérablement freiné l'essor de l'Inde, jusqu'à ce que la famille Gandhi perde le pouvoir.

*
* *

Pierre Messmer : Vous avez attiré l'attention sur le fait indiscutable que l'accession à l'indépendance des anciennes colonies aboutit, dans tous les cas, à leur retrait du circuit mondial de l'économie. La question est de savoir pourquoi. Et sur ce point, je suis en décalage avec votre explication. Je soutiens en effet que ce n'est pas pour des raisons économiques.

Aussi bien les communistes durs, comme Ho Chi-Minh, Sékou Touré et Ratsiraka, que les non-communistes, comme Houphouët-Boigny et Senghor, ou encore les non-francophones, comme N'Krumah et Nehru, tous ces chefs d'Etat, que mes fonctions outre mer pendant quinze ans m'avaient amené à connaître, sont sortis de l'économie mondiale non pour des raisons économiques qu'ils évaluaient mal, mais parce qu'ils étaient de bons politiques. Ils pensaient qu'ils ne pouvaient contrôler la politique de leur pays qu'en en contrôlant l'économie et que, pour ce faire, il leur était nécessaire de sortir de la mondialisation. Nehru lui-même m'a dit que c'était l'idée de Gandhi.

*
* *

Jacques de Larosière : Pourquoi la mondialisation de la deuxième moitié du XIX^e siècle n'a-t-elle pas produit, dans nombre de pays, l'augmentation du revenu par tête qu'ont connue les pays industrialisés ? Aux réponses que vous avez apportées, j'ajouterai le fait qu'il s'agissait de pays colonisés. Ainsi la colonisation britannique, très différente de la française, n'avait pas beaucoup insisté sur les infrastructures, en particulier éducatives. Elle s'intéressait surtout à l'exploitation des matières premières sans créer de vraies entreprises avec des centres de décision sur place.

Par ailleurs, les sociétés post-industrielles que vous avez décrites s'accrochent, dans leur partie occidentale, aux avantages sociaux que leur permettait le développement économique jusque dans les années quatre-vingt. En essayant de maintenir un modèle social qui reposait sur un modèle économique aujourd'hui disparu, les pays concernés font face à un problème considérable de financement, qui va absorber une part croissante de leur épargne et qui va les fragiliser encore plus leurs finances publiques et leurs gains de productivité.

Ne croyez-vous pas que l'immatériel n'est plus l'apanage des sociétés ex-industrielles riches ? Ne voyons-nous pas de plus en plus de centres de recherche se constituer dans les pays nouveaux ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : La première conférence que Valéry Giscard d'Estaing a donnée à la Sorbonne, après son élection à la présidence de la République, portait sur la mondialisation. Tout le monde s'est alors étonné du choix de ce sujet gadget ridicule. Pourtant, avoir choisi ce sujet est plutôt à son honneur.

*
* *

François Terré : Bien-sûr, le droit est obligé de suivre l'économie. Il ne peut pas la précéder car il créerait de la pauvreté. Ne croyez-vous pas que l'évolution du système financier doit obliger à repenser les structures juridiques des entreprises ?

Ne pensez-vous que cette évolution a entraîné un profond bouleversement de la vision juridique en ce sens que, pendant longtemps, on s'est préoccupé principalement de la protection des actionnaires alors qu'aujourd'hui c'est la protection des investisseurs qui est au premier plan ?

Ma troisième question porte sur une tarte à la crème que l'on sert dans tous les colloques, fort utile pour le tourisme universitaire, j'entends la « *corporate governance* ». S'agit-il de quelque chose de sérieux ou d'une lubie ?

*
* *

Alain Plantey : Peut-on prendre tous les pays comme entités consistantes ? Peut-on raisonner à partir des régimes actuels ? La Chine, par exemple, tient par le parti communiste et l'Inde par les castes. Que se passera-t-il si jamais l'un et les autres venaient à perdre de leur pouvoir ? Je suis persuadé que, tôt ou tard, la situation se dégraderait et que la distorsion entre les éléments avancés de ces pays et la base très pauvre se traduirait comme elle s'est traduite en France il y a un peu plus de deux cents ans. La société post-industrielle ne saurait empêcher la révolte.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguère : A propos de l'intégration de l'Inde dans le système mondial au XIX^e siècle, on peut remarquer que le régime de protectionnisme de l'empire britannique a constitué un frein puissant.

Pour ce qui est de la Chine, il est inexact de dire qu'elle était intégrée au circuit mondial au XIX^e siècle. C'est à partir de 1895 seulement et pendant la première moitié du XX^e siècle, qu'elle a été vraiment intégrée dans le circuit mondial et, contrairement à ce qu'avance Angus Maddison, son niveau de vie s'en est trouvé considérablement rehaussé.

*
* *

Geneviève Guicheney : Les fonds de pension illustrent, pour une part d'entre eux seulement car il existe désormais des fonds éthiques, la pensée d'Octavio Paz selon laquelle le marché n'a ni conscience ni miséricorde. Comme M. Gattaz, je suis inquiète de la disparition du produit. Néanmoins, quand des pays tenus à l'écart du circuit mondial décident de revenir sur la scène du commerce international, c'est sans doute avec la volonté d'y trouver la prospérité qu'ils avaient manquée lors de la première révolution industrielle. Mais la moitié de l'humanité vivant avec deux dollars par jour, quelles ressources faudra-t-il mettre en œuvre pour atteindre un niveau de prospérité égal au nôtre et sans mettre en danger l'équilibre de notre planète ? Ne faut-il pas, en fonction de cette problématique, envisager un déplacement des objectifs d'investissement économique ? Dans la société post-industrielle que vous nous avez décrite, je cherche vainement l'être humain.

*
* *

Réponses :

A Jean Baechler : L'usage idéologique le plus fréquent n'est pas tant celui de la notion de « société post-industrielle » que celui du concept de « mondialisation », laquelle est souvent présentée comme étant d'essence libérale et le fourrier du capitalisme alors qu'il s'agit ni plus ni moins que d'un chapitre extraordinaire de l'histoire humaine. [FIN DE BANDE MAGNETIQUE – IL MANQUE ENVIRON 20 SECONDES]

Pour les deux milliards de gens qui vivent avec moins de deux dollars par jour, la mondialisation est une chimère. C'est quelque chose qu'ils voient, mais à quoi ils n'ont pas accès. Je crois qu'il y a là une analyse importante à faire car il ne s'agit pas seulement d'une frustration, d'une tension entre ce qu'on voit et ce qu'on a. Les sociétés qui sont en dehors de notre cercle de prospérité se transforment, justement du fait de ce contact nouveau avec ce que l'on peut voir sans l'avoir.

L'exemple de la démographie me paraît très instructif car il illustre combien cette mondialisation immobile est en réalité très active, y compris dans les villages reculés où pourtant elle n'a pas encore pris du point de vue de la prospérité matérielle. Les économistes disent qu'il y a une transition démographique lorsque le coût d'opportunité d'avoir des enfants s'élève par rapport aux alternatives. Sommairement, cela signifie que lorsque les femmes vont sur le marché du travail, faire des enfants devient coûteux. La prospérité apparaît alors à la fois comme la cause de la transition démographique (des opportunités sont données aux femmes) et sa conséquence (les femmes contribuent à l'enrichissement du pays). On s'aperçoit aujourd'hui que la transition démographique est d'ores et déjà à l'œuvre. Le nombre d'enfants dans les pays en voie de développement se réduit en moyenne d'un enfant par femme par décennie. En 2050, la transition démographique à l'échelle du monde sera accomplie. Le monde, dans son ensemble, aura moins de 2,1 enfants par femme, ce qui est le seuil de reproduction démographique. Ce qui est extraordinaire, c'est que cette transition démographique se fait dans toutes les civilisations, pour reprendre l'expression d'Huntington. On l'observe dans les pays musulmans. L'Égypte connaissait un taux de 7 enfants par femme en 1950 ; elle est aujourd'hui à 3,2-3,3 et elle aura accompli sa transition démographique dans une quinzaine d'années. On observe le même phénomène en Indonésie, où les choses sont encore plus avancées qu'en Égypte. Ce phénomène essentiel vaut bien sûr également pour les pays catholiques. Le Brésil, qui ne connaît pas de politique étatique de contrôle des naissances et qui est passé en quelques années de cinquante millions d'habitants dans les années cinquante à cent soixante-dix millions aujourd'hui, est actuellement à 2,4 enfants par femme et la transition démographique est toute proche.

Comment cette formidable transformation s'est-elle produite alors même que la prospérité n'est pas venue aux portes de ces pays qui en sont les premiers témoins ? Les démographes en sont arrivés à la conclusion que c'était par le biais de la télévision qui permet aux femmes du monde entier de découvrir un mode d'existence qui les séduit et qu'elles commencent à suivre alors même que la réalité matérielle des choses qu'elles voient à la télévision n'est pas encore présente dans leur environnement immédiat. Tout cela pour dire que le regard que le monde pauvre porte sur le monde riche est à soi seul une source de transformation.

Bien sûr, ce regard s'est également traduit par les événements du 11 septembre, macabre mise en scène télévisuelle destinée à utiliser le formidable média qu'est la télévision pour prendre le pouvoir. Il y a donc deux usages possibles de la mondialisation, l'un inconscient et non idéologique qui perfuse l'ensemble de la société, l'autre hautement politique qui est le fait de petits groupes.

A Yvon Gattaz : Est-ce qu'une société post-industrielle peut vivre sans industrie ? Je ne crois pas qu'il existe une réponse simple à cette interrogation. M Crozier rappelait que les Etats-Unis

connaissent aujourd'hui un taux d'emploi dans l'industrie inférieur à 10 %. Dans le journal *The Economist* qui citait ce chiffre, il était ajouté que ce 10 % surestimait la réalité, car une bonne moitié des 10 % des gens qui sont censés travailler dans l'industrie ont été affectés à des tâches commerciales qui ne sont pas industrielles au sens strict, si bien que le nombre de gens qui travaillent véritablement dans l'industrie aux Etats-Unis est en train de rejoindre celui des paysans.

Dans l'idée de Ricardo, on faisait un échange de secteur à secteur. En effet, au XIX^e siècle, ce qui intéressait les Anglais, c'était « matières premières contre produits industriels ». Le reste les laissait indifférents, ce qui justifie la critique de la mondialisation du XIX^e siècle qui n'a pas favorisé l'industrialisation, ni celle de l'Inde, ni celle de la Chine. Dans les années cinquante et soixante, notamment avec le commerce européen, l'Europe constituant 40 % du commerce mondial rien que dans ses échanges intra-européens, l'idée qui s'est substituée à celle qui voulait que le commerce fût simplement « industrie contre matières premières » a consisté à dire : je vends des voitures d'un certain type contre des voitures d'un autre type. L'idée qu'on avait du commerce intra-européen peut se résumer sommairement par la formule : je vends des Renault et j'achète des Volkswagen. Là encore, ce sont des produits finis qui sont vendus clés en main et qui apportent un peu de diversité au consommateur.

La nouvelle réalité des échanges internationaux aujourd'hui est qu'il ne s'agit plus de produits finis. Plus de la majorité des biens qui sont échangés sont des produits intermédiaires. On ne vend pas une voiture pour en acheter une autre, mais on vend des produits qui sont à des échelons différents de leur chaîne de fabrication. La poupée Barbie est un parfait exemple ; le moule est fabriqué aux Etats-Unis, les cheveux aux Philippines, le corps en Indonésie etc. Pour décrire ce nouveau processus d'échanges portant sur les produits intermédiaires, les économistes parlent de désintégration verticale du processus de production. Il ne s'agit donc plus d'une opposition entre industrie et services. On n'achète pas des biens industriels pour rendre des services, mais le bien industriel est lui-même segmenté et tout l'enjeu consiste à occuper soi-même le segment à plus haute valeur ajoutée de la chaîne de production en laissant les segments à faible valeur ajoutée aux autres. Bien entendu, ni la Chine ni l'Inde ne vont longtemps se satisfaire de ce seul rôle qui consiste à ne fabriquer que les échelons intermédiaires.

A Michel Crozier : La vraie question n'est effectivement pas de savoir si l'on fait de la banque, de l'industrie ou autre chose. Le vrai problème est que les emplois non qualifiés, qui trouvaient leur place au sein de la société industrielle, ont disparu. Aujourd'hui, le type d'intégration professionnelle a changé. Les emplois non qualifiés ne trouvent plus la même intégration dans la société post-industrielle que celle qu'ils pouvaient trouver dans la société industrielle des années soixante, où la moitié des cadres étaient d'anciens ouvriers qui avaient fait carrière. L'intégration économique et l'intégration sociale allaient jadis de pair. Elles sont aujourd'hui dissociées. Cela pose donc des problèmes totalement inédits que l'on ne saurait résoudre dans la nostalgie du monde industriel disparu.

A Alain Besançon : Assurément, quand on prend un pays à la fois, on peut dire qu'il y a une série d'accidents. Mais il est quand même troublant que toutes ces histoires singulières débouchent sur la même conclusion : la volonté de mener une politique protectionniste. Ce qui constitue l'accident du XX^e siècle, ce sont, à mes yeux, les cas très rares, Hong Kong, Taïwan, où l'on a mené une politique d'ouverture.

Pierre Messmer : Le fait que les dirigeants politiques dont vous avez parlé n'étaient pas des économistes pousse à s'interroger. Comment se fait-il en effet qu'il n'y ait pas eu un seul principe de réalité économique ? Sans doute peut-on invoquer la référence au modèle soviétique qui a marqué les politiques post-coloniales, mais je ne pense pas que l'on puisse s'affranchir du fait que, pour tous les pays évoqués, le XIX^e siècle fut un échec de stratégie.

A Jacques de Larosière et à Marianne Bastid-Bruguère: A la fin du XIX^e siècle, le différentiel de salaire entre les Anglais et les Indiens était tel que des gens se sont posé la question de savoir si on ne pouvait pas envisager une industrialisation de l'Inde. Un économiste du nom de Clarke s'est penché sur ce problème en analysant pourquoi un tel projet n'a pas vu le jour. A la fin du XIX^e siècle, remarque Clarke, le salaire indien est cinq fois inférieur au salaire anglais, mais la productivité aussi. La question est d'en connaître la raison. Une comparaison entre des usines textiles en Angleterre et en Inde montrait que les Indiens et les Anglais n'avaient pas du tout la même productivité alors qu'ils avaient exactement les mêmes machines. Les ingénieurs, tant en Inde qu'en Angleterre, étaient anglais et utilisaient les mêmes méthodes. Le niveau de scolarisation des Indiens était en outre le même que celui des jeunes filles qu'on faisait travailler dans l'industrie textile anglaise, c'est-à-dire nul. L'explication donnée par Clarke est très simple : les ouvriers indiens refusent par des grandes grèves les cadences qui sont imposées aux ouvriers anglais et ce, parce qu'on accorde aux ouvriers anglais des augmentations de salaire qu'on leur refuse. Il y a bien là un facteur directement lié à la colonisation qui explique, au moins en partie, pourquoi l'industrialisation de l'Inde coloniale a échoué.

A François Terré : Sans doute ai-je été trop rapide lorsque j'ai dit que c'étaient les actionnaires qui dictent leurs volontés. En réalité, et on le voit dans un certain nombre de scandales qui ont éclaté aux Etats-Unis à propos des stock-options, il y a eu entre les actionnaires et les dirigeants d'entreprise un chassé-croisé qui a fait que les dirigeants ont profité de la bienveillance des actionnaires en ce qui concerne les stock-options pour baisser la garde et ne plus être si vigilants sur la manière dont elles étaient accordées. Il y a aujourd'hui trop d'endogamie dans la manière dont les comités de rémunération sont choisis par les dirigeants eux-mêmes.

A Geneviève Guicheney : Si on suit la description des économies du monde qui a été faite par Bredel, on voit qu'en effet le monde va vers une structuration multipolaire. Huntington, sur ce point, a raison, l'Occident ne gardera pas longtemps le monopole de la prospérité. On voit en effet la Chine remonter, ainsi que l'Inde.

Eric Izraelewicz, dans son livre sur la Chine, signale que ce pays compte soixante millions de pianistes. Il y a donc autant de pianistes en Chine qu'il y a de Français. On voit donc bien que le prochain Mozart sera chinois, ne serait-ce que par la loi des grands nombres. Et on comprend aussi que la production d'immatériel, toujours en raison du déséquilibre de nombre, va tôt ou tard basculer. Les idées nouvelles vont fatalement finir un jour par venir d'Asie. Cela promet, pour le XXI^e siècle, une explosion de créativité qui ne sera pas forcément néfaste, bien au contraire.

L'annonce d'une structuration multipolaire n'est toutefois pas rassurante car la dernière fois qu'elle s'est produite, elle a abouti à la guerre. Ce qu'il faut, c'est un monde multilatéral, avec des normes qui s'appliquent à tous et qui puissent être légitimes avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant que chaque pouvoir ne puisse persévérer dans son être. Donc la question écologique trouve ici toute sa place.

*

* *